

# Colombie

## un long chemin vers la

# paix

Pour le respect  
des droits des femmes,  
des jeunes et des enfants  
à Buenaventura



# Colombie

un long chemin vers la

# paix

Pour le respect des droits des femmes, des jeunes  
et des enfants à Buenaventura

# Sommaire

<b>Présentation</b> .....	p.06
<b>Introduction</b> .....	p.08
<b>Repères historiques</b> .....	p.10
<b>111 Buenaventura : territoire oublié et dépossédé</b> .....	p.11
1.1 L'attachement historique des populations locales à leurs terres .....	p.11
1.2 Spécificités et attrait économique de Buenaventura. ....	p.12
<b>121 Un modèle de développement fondé sur la violence et l'exclusion</b> .....	p.14
2.1 Privatisation et discriminations .....	p.14
2.2 Une économie tâchée de sang. ....	p.17
2.3 Des frontières invisibles .....	p.20
<b>131 Les principales atteintes aux droits des femmes, des jeunes et des enfants</b> .....	p.21
3.1 Droit à l'éducation, des ombres au tableau .....	p.21
3.2 La violence sexuelle, arme de guerre .....	p.22
<b>141 Des communautés en action pour la paix</b> .....	p.24
4.1 Un processus de résistance et de reconstruction du tissu social . . .	p.24
4.2 Les jeunes promoteurs de la paix. ....	p.26
4.3 Taller Abierto, une organisation engagée pour la paix. ....	p.27
<b>Recommandations</b> .....	p.30
<b>Annexe</b> .....	p.32

# Présentation

*Terre des Hommes s'engage depuis plus de 55 ans pour la défense et la promotion des droits de l'enfant, et un développement solidaire.*

Le mouvement est aujourd'hui fort de 10 organisations, dont Terre des Hommes France et Terre des Hommes Suisse, qui sont toutes membres de la Fédération Internationale Terre des Hommes.

**Ce sont ainsi plus de 850 projets en faveur de l'enfance qui sont menés dans 67 pays et bénéficient à plus de 7 millions de personnes.**

Basée à Saint-Denis, **Terre des Hommes France** (TDHF) est une association de solidarité internationale, apolitique et non confessionnelle, qui considère que toutes les femmes, tous les hommes et tous les enfants ont le droit de vivre dignes. Sa vision d'un développement durable et socialement juste implique le respect des droits humains fondamentaux, notamment les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. TDHF agit pour la promotion, la défense et la mise en œuvre des droits humains des populations défavorisées et contribue à la construction d'une société civile et démocratique. L'association collabore à l'international, d'égal à égal, avec des partenaires associatifs, afin de former et d'accompagner ces populations pour qu'elles puissent faire valoir leurs droits. Elle agit auprès des décideurs et institutions françaises et internationales pour que l'application de ces droits soit garantie. Elle s'investit en France dans la sensibilisation et l'éducation aux droits.

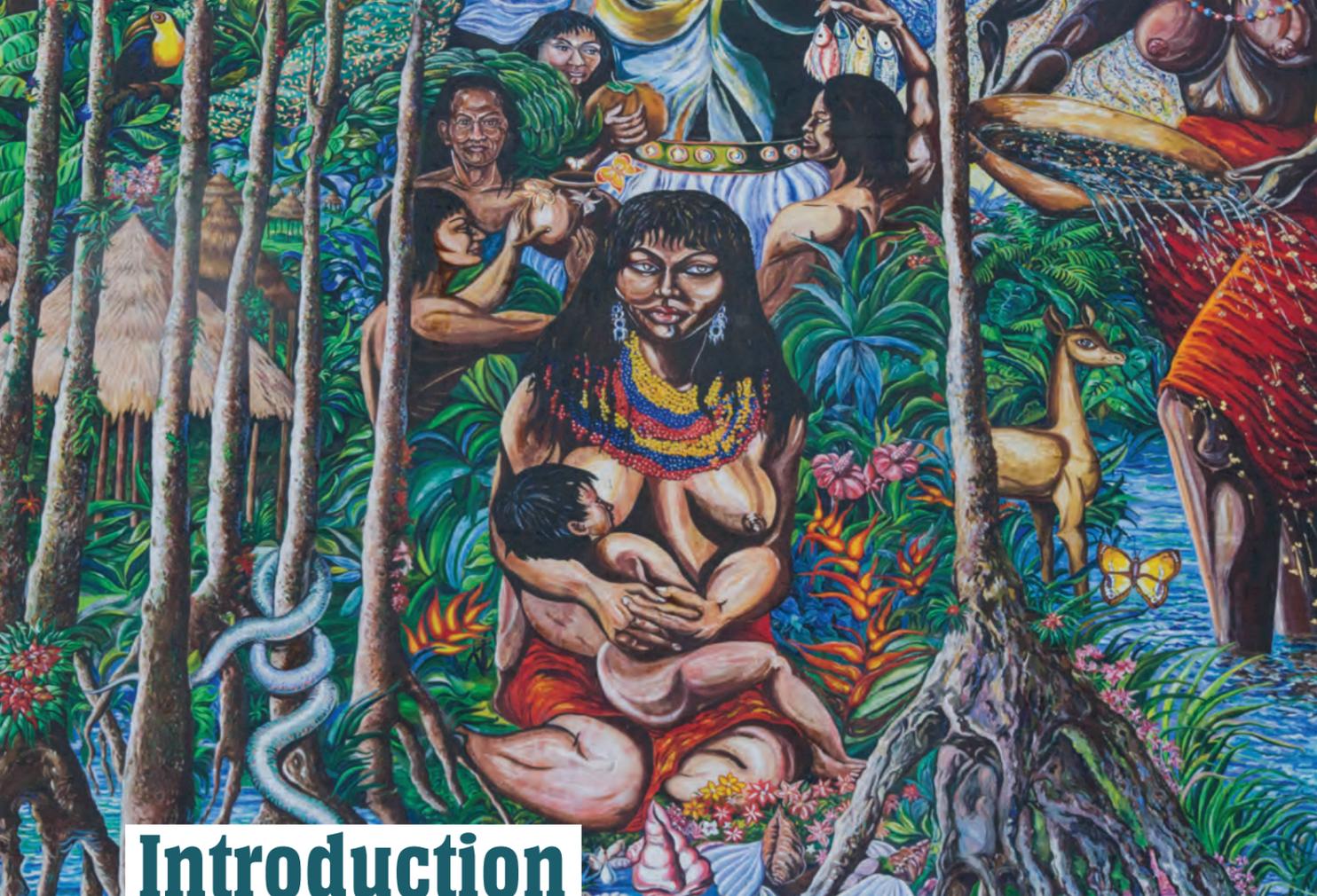
Considérer que toutes les femmes, tous les hommes et tous les enfants ont le droit de vivre dignes.

Basée à Genève, **Terre des Hommes Suisse** s'engage depuis plus de 55 ans pour l'enfance et un développement solidaire. Organisation non gouvernementale indépendante, sans appartenance politique ni religieuse, elle œuvre pour un monde plus juste et plus humain dans lequel l'enfant a un avenir meilleur. En étroite collaboration avec des organisations locales dans neuf pays du Sud, Terre des Hommes Suisse gère une cinquantaine de projets qui s'inscrivent toujours dans l'un de ces quatre domaines d'action : la protection contre les violations graves des droits de l'enfant, la protection contre les pires formes de travail, le droit à l'éducation et le droit à l'alimentation. Elle est également active en Suisse, où elle réalise un travail d'éducation à la solidarité et au développement durable dans les écoles, mais également auprès du grand public, afin de promouvoir des relations Nord-Sud plus équitables.

Œuvrer pour un monde plus juste et plus humain dans lequel l'enfant a un avenir meilleur.

**Taller Abierto** est une organisation non gouvernementale sans but lucratif, fondée à Cali en 1992, qui a pour mission de générer et renforcer l'émancipation des femmes et des jeunes de quartiers populaires à travers le développement de processus psycho-sociaux et pédagogiques dans une perspective de genre, d'interculturalité et de droits, permettant ainsi d'améliorer la dignité de la vie des communautés populaires. Ses principaux domaines d'intervention sont : l'équité et la prévention des violences liées au genre, l'accompagnement à la participation citoyenne, l'auto-organisation communautaire et le plaidoyer, les droits humains et l'appui juridique et psychologique, la santé sexuelle et la prévention contre les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/SIDA. Taller Abierto travaille depuis 20 ans avec des victimes du conflit armé et depuis 16 ans à Buenaventura.

Renforcer l'émancipation des femmes et des jeunes de quartiers populaires à travers le développement de processus psycho-sociaux et pédagogiques.



## Introduction

Ce rapport a été établi par Terre des Hommes France, Terre des Hommes Suisse et leur partenaire colombien Taller Abierto, organisation issue de la société civile colombienne. Il vise à apporter un éclairage sur la situation des droits des femmes, des enfants et des jeunes dans le district de Buenaventura dans le contexte actuel de mise en œuvre de l'accord de paix signé le 24 novembre 2016 entre le gouvernement colombien et les FARC-EP (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie - Armée du Peuple). Il a également pour objectif de mettre en évidence, d'une part, les processus de résistance des femmes et des jeunes face à la lutte historique pour le contrôle du territoire menée par différents acteurs du conflit et, d'autre part, la contribution des organisations de la société civile à la paix et à l'amélioration de la vie des habitants.

Depuis 1950, la Colombie est plongée dans un conflit armé lié aux injustices sociales et aux mécanismes d'exclusion provoqués par l'iniquité de la répartition des terres, la fréquente répression de toute option politique et sociale alternative et la concentration du

pouvoir entre les mains de l'oligarchie économique et politique. L'opposition entre les guérillas, les milices paramilitaires et l'armée, l'émergence du trafic de drogues dès les années 1970 et l'apparition de nouvelles bandes criminelles suite à la démobilisation des paramilitaires en 2005 ont généré une intensification de la violence sur tout le territoire, faisant plus de 7,9 millions de victimes, 6,9 millions de déplacés et 260 000 morts, dont 80 % de civils<sup>1</sup>. Les communautés afro-colombiennes et autochtones ont été particulièrement touchées.

Dans ce contexte de conflit, presque la moitié des femmes et des jeunes filles déplacées subissent des violences basées sur le genre et l'origine raciale. Celles-ci s'ajoutent au contrôle social, aux violences physiques, psychologiques et sexuelles au sein de la cellule familiale, des espaces publics et des institutions éducatives, qui affectent aussi les enfants.

Le district de Buenaventura représente un enjeu majeur pour l'économie nationale, par sa situation stratégique, sa richesse en minéraux et sa biodiversité. Le port de Buenaventura est la porte d'accès principal au commerce international sur le Pacifique et un couloir important pour le transit de biens et de services. Privatisé en 1993, le port s'est développé au détriment des populations locales.

Le manque de politiques publiques et sociales ainsi que la corruption des autorités ont mis à mal les droits fondamentaux des habitants tels que l'accès à l'eau potable, à l'éducation et à la sécurité. Cette situation a facilité l'essor des bandes criminelles, attirées également par la route Cali-Buenaventura, le passage privilégié pour les trafiquants de marchandises illicites.

Les habitants de Buenaventura ont dû alors s'organiser pour réclamer et faire valoir leurs droits.

Les femmes résistent au quotidien à la violence en renforçant leurs capacités de décision et d'action; les jeunes s'opposent à leur utilisation dans une guerre qui n'est pas la leur; des leaders osent dénoncer les violations des droits et réclament à l'Etat la protection qu'il se doit de leur apporter. Les organisations de la société civile, telles que Taller Abierto, contribuent, avec des alternatives, à améliorer les conditions de vie des habitants.

C'est dans ce cadre d'action pour la promotion et la défense des droits fondamentaux que Terre des Hommes France et Terre des Hommes Suisse ont établi un partenariat avec Taller Abierto. Ce partenariat a pour objectif le renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des enfants à s'organiser, à connaître leurs droits et à en exiger le respect afin qu'ils deviennent des acteurs de changement.

**Les recommandations présentées dans ce rapport** sont issues d'une concertation entre les trois partenaires pour définir les actions prioritaires nécessaires à un climat de paix et de justice sociale. Ces recommandations feront l'objet d'une action de plaidoyer en Europe ainsi qu'à Buenaventura. Il est important de sensibiliser l'opinion publique et d'obtenir le soutien des institutions européennes ainsi que de la communauté internationale pour amener le gouvernement colombien à garantir une vie digne et libre de violence aux populations de Buenaventura.

*« La population de Buenaventura a été une des plus affectées par le conflit armé. Sa culture a été remise en cause, son mode vie a changé. Malgré tout, les gens ont fait le pari de la paix. Nous avons joué le jeu lors du référendum et les résultats sont frappants. Buenaventura et le Pacifique ont voté massivement pour les accords de paix. Ce qui n'a pas été le cas dans les grandes villes qui sont loin de la guerre. Mais notre problème n'a pas toujours été que les FARC. La présence des paramilitaires se renforce dans le territoire car les zones abandonnées par les FARC sont directement occupées par les paramilitaires. Aujourd'hui, je sens de la déception au sein des populations car malgré la signature des accords, la situation ne cesse d'empirer. Les droits fondamentaux des populations ne sont pas respectés. Nous sommes très inquiets de la situation dans le nord de la région. Depuis trois mois [avril 2017], plus de 4 000 personnes ont été déplacées de force du fait de la présence de nouveaux groupes armés. »*

Femme afro-colombienne de 34 ans, leader sociale dans la zone urbaine de Buenaventura

<sup>1</sup> Red Nacional de Información, Registro único de víctimas, 2016. Source : <https://rni.unidadvictimas.gov.co/>

# Repères historiques

## 1948 - 2010

**1948 - 1958**  
Guerre civile de « La Violencia », faisant environ 300 000 morts.

## 1964

Naissance des guérillas des FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) et de l'ELN (Armée de Libération Nationale).

## 1970 - 1980

Développement du trafic de drogue et renforcement des milices paramilitaires d'extrême droite pour la défense des intérêts des propriétaires terriens.

## 1974

Création de la guérilla du M-19 (Mouvement du 19 avril, démantelée en 1990).

## 1982-1984

Les FARC se lancent officiellement dans la lutte politique, le parti l'Union Patriotique est fondé en 1984, dont 3 000 à 5 000 membres seront assassinés par les paramilitaires dans les années suivantes.

## 1991

Nouvelle constitution, résultat de la pression de la société civile pour sécuriser l'accord de paix, signé pour la démobilisation de la guérilla du M-19.

## 1993

Décès de Pablo Escobar, principal trafiquant de drogue, qui laisse place à une reconfiguration des cartels au profit des milices paramilitaires.

## 1997

Création des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC), regroupant les milices paramilitaires.

## 1998-2002

Processus de négociation entre les FARC-EP et le gouvernement d'Andrés Pastrana, qui se soldera par un échec.

## 2000

Début du "Plan Colombie", impulsé par les Etats-Unis, initialement destiné à la lutte contre la drogue puis à la guerre contre les guérillas.

## 2002-2010

Présidence de Alvaro Uribe marquée par la mise en œuvre d'une politique sécuritaire et militariste pour mettre fin au conflit. La loi « Justice et paix » est adoptée en 2005 et vise la démobilisation des paramilitaires même si elle n'empêchera pas leur nouveau développement.

## 2010

Élection à la présidence de Juan Manuel Santos, réélu en 2014.

## 2012

### 3 SEPTEMBRE

Annonce officielle par le président Santos du début d'un processus d'Accord général sur la fin du conflit et d'un agenda de négociations avec les FARC-EP.

### 19 NOVEMBRE

Début des négociations de paix à La Havane.

## 2016

### 15 MAI

Accord sur la démobilisation des mineurs au sein des FARC-EP.

## 2017

**DÉBUT DES POURPARLERS** entre le gouvernement et la guérilla de l'ELN à Quito.

## 2018

**15 AOÛT** Fin du processus de désarmement des FARC-EP.

## 2019

**24 NOVEMBRE** Signature de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable.

## 2020

**1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE** Entrée en vigueur de l'Accord de paix après vote du Congrès.

## 2021

**DÉBUT DES POURPARLERS** entre le gouvernement et la guérilla de l'ELN à Quito.

## 2022

**15 AOÛT** Fin du processus de désarmement des FARC-EP.

## 2023

**1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE** Création du parti politique FARC (Force Alternative Révolutionnaire Commune)

## 2024

**1<sup>ER</sup> OCTOBRE** Entrée en vigueur d'un cessez-le feu entre le gouvernement colombien et la guérilla de l'ELN pour une durée de cent deux jours renouvelables.



Habitat traditionnel sur pilotis de la population de Buenaventura.

## 1.1 Buenaventura : territoire oublié et dépossédé

### 1.1 L'attachement historique des populations locales à leurs terres

Suite à l'abolition de l'esclavage, au XIX<sup>e</sup> siècle, les grands propriétaires et ceux qui gèrent leurs terres ont émigré vers les grandes villes, entraînant la création de nouvelles formes d'appropriation territoriale et d'organisation sociale<sup>7</sup>. La population afro-colombienne a diversifié son activité productive par l'agriculture, la chasse, la pêche et l'extraction minière familiale. Très riche en ressources naturelles, le territoire de Buenaventura a une place primordiale dans la vie de ses habitants. Il répond non seulement à ses besoins économiques, mais nourrit aussi les communautés physiquement et spirituellement. Ce lien entre le territoire et les communautés est déterminant pour leur survie physique et culturelle. A Buenaventura, il existe ainsi une dynamique particulière d'occupa-

tion du territoire caractérisée par l'inexistence de limites géographiques précises, une cohabitation interethnique avec les populations autochtones et des échanges très forts entre les zones rurales et les zones urbaines plus récentes.

*« La relation avec la nature est vitale. Il y a une vraie fraternité entre la forêt, les montagnes, le territoire, notre Terre Mère. Nos ancêtres nous ont raconté des contes et des mythes qui nous ont inculqué le respect envers la Terre Mère. »*

Leader de 33 ans d'une communauté autochtone installée à Buenaventura et victime du déplacement forcé

<sup>7</sup> Oscar Almarino y R. Castillo en Territorio, poblamiento y sociedades negras en el Pacífico sur colombiano, chap. Renacientes del Guandal Proyecto BioPacífico, Universidad Nacional, Bogotá, 1996, p. 68

En 1991, la nouvelle constitution reconnaît le caractère multiculturel et pluriethnique de la nation et permet des avancées majeures concernant les droits des minorités ethniques.

Puis, en 1993 la loi 70 reconnaît le processus historique d'appropriation territoriale dans le Pacifique, les pratiques traditionnelles de production, le droit à la propriété collective des zones rurales, les mécanismes de protection de l'identité culturelle et les droits des communautés.

Cette loi leur garantit également les mêmes conditions d'accès au développement économique qu'au reste de la société colombienne. Elle crée des structures qui renforcent la participation des communautés dans la prise de décisions qui les concernent à travers les commissions de consultation préalable. Elle prévoit également la création de conseils communautaires qui conditionne l'accès à certains droits, dont la propriété collective.

## 1.2 Spécificités et attrait économique de Buenaventura<sup>2</sup>

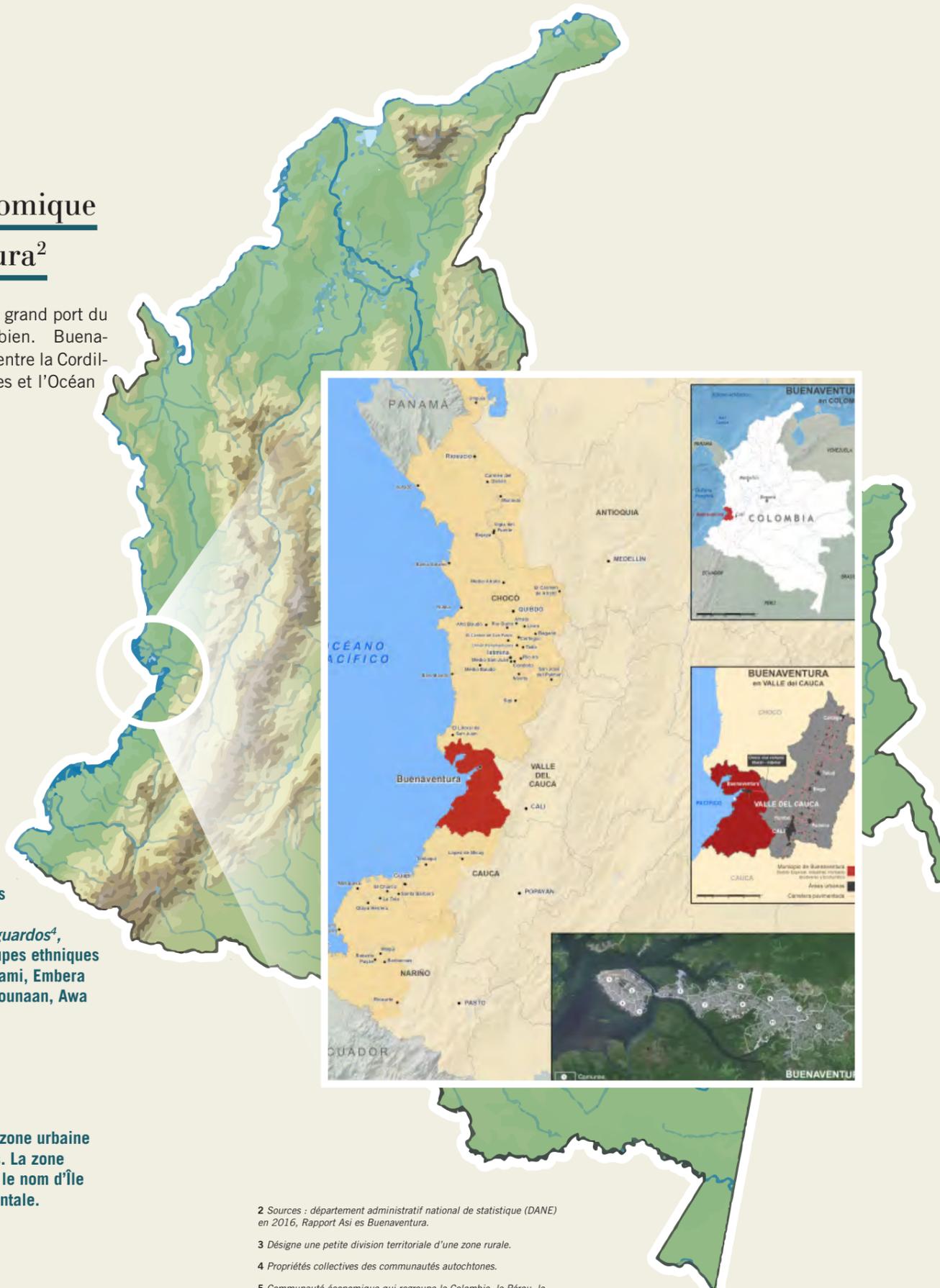
**B**uenaventura, plus grand port du Pacifique colombien. Buenaventura se trouve entre la Cordillère Occidentale des Andes et l'Océan Pacifique.

**Buenaventura compte 407 539 habitants dont 58% ont moins de 25 ans.**

**88,5%** de la population est afro-colombienne et 0,4% est autochtone.

**9,6%** de la population vit dans la zone rurale constituée de 19 *corregimientos*<sup>3</sup>, 31 conseils communautaires des communautés afro-colombiennes et 9 *resguardos*<sup>4</sup>, où sont présents six groupes ethniques (Embera Dobida, Embera Chami, Embera Katio, Eperara Siapidara, Wounaan, Awa et Tule).

**90,4%** de la population vit dans la zone urbaine divisée en douze communes. La zone insulaire (plus connue sous le nom d'île Cascajal) et la zone continentale.



### Buenaventura, plus grand port du Pacifique colombien

Buenaventura est, depuis 2013, « **District Spécial Industriel Portuaire, Biodiversité et Écotourisme** » et le port principal de l'Alliance du Pacifique<sup>5</sup>.

› **C'est la plus grande réserve minière de Colombie**

- 3<sup>e</sup> en Amérique Latine - et le plus grand espace naturel du pays avec 9000 espèces de plantes, 600 d'oiseaux, 100 de reptiles, 120 d'amphibiens... Le climat est tropical, avec de fortes précipitations.

› La ville dispose également du **troisième réseau hydrique** du département de la Vallée du Cauca<sup>6</sup>.

› **Seuls 4%** des 1,7 milliard d'euros de recettes fiscales liées à l'activité du port en 2016 ont été redistribués à Buenaventura.

› **En 2016, 60% du commerce extérieur** du pays a transité par le port de Buenaventura.

› **Buenaventura exporte** l'intégralité de la production nationale de sucre et 80% de la production de café du pays.

› **En 2017, 17 méga projets** de développement du port sont prévus à Buenaventura. Ils toucheront plus de 80% de la surface habitable de la ville.

<sup>2</sup> Sources : département administratif national de statistique (DANE) en 2016, Rapport Asi es Buenaventura.

<sup>3</sup> Désigne une petite division territoriale d'une zone rurale.

<sup>4</sup> Propriétés collectives des communautés autochtones.

<sup>5</sup> Communauté économique qui regroupe la Colombie, le Pérou, le Chili et le Mexique.

<sup>6</sup> Département situé dans le sud-ouest du pays dont la capitale est Cali.



## 2 | Un modèle de développement fondé sur la violence et l'exclusion

### 2.1 Privatisation et discriminations

Malgré le développement positif du cadre légal, dès les années 1990, les habitants de Buenaventura ont été fortement victimes de discriminations et de déplacements forcés.

Historiquement, les élites économiques et politiques du pays ont favorisé un processus d'intégration du port de Buenaventura dans l'économie mondialisée tout en excluant les populations des bénéficiaires du développement économique.

La configuration territoriale du Pacifique Colombien a ainsi peu à peu été modifiée par des politiques de développement promues par l'Etat pour attirer des investisseurs nationaux et internationaux, au détriment des droits des

communautés afro-colombiennes et autochtones.

Ces plans de développement<sup>8</sup> considèrent Buenaventura comme la principale porte d'accès au commerce international et un couloir important pour les biens et les services. La loi 01 de 1993 privatise l'entreprise publique Ports de Colombie<sup>9</sup> et légalise la concession du port à la Société Portuaire de Buenaventura (SPRBUN).

Ce modèle développementaliste a modifié les relations capital-travail en donnant lieu à une gestion flexible du port. Certains métiers ont disparu et de nouveaux sont apparus en même temps qu'un besoin en main d'œuvre plus spécialisée lié à la modernisation des équipements et des services (sécurité privée, impôts et douanes, télécommunication, informatique).

Les communautés afro-colombiennes et

autochtones subissent de ce fait des discriminations sur le marché de l'emploi. Non seulement les recruteurs font appel aux travailleurs d'autres villes du pays, mais, pour le même emploi et avec le même niveau d'études, les habitants de Buenaventura ont un salaire inférieur. Aujourd'hui, les populations locales sont donc exclues de plus de 95 % de l'économie du port<sup>10</sup>.

Sur les plans personnel, familial, social et culturel, les conséquences sur la population sont dévastatrices. Les enfants et les jeunes, victimes de recrutement, deviennent, non seulement, des membres d'une entité criminelle mais aussi la cible des groupes rivaux. Ceci entraîne un processus de déshumanisation et la désintégration du tissu social.

De plus, la population de Buenaventura est confrontée à la violence des groupes armés. Sur les zones abandonnées par l'Etat, ces groupes armés exercent leur autorité et imposent la terreur pour contrôler le territoire à travers différentes formes de violence.

Une des illustrations de cette violence est le cas des *Casas de pique*, nom donné aux lieux de torture et démembrement mis en place par les bandes criminelles. Elles ont suscité l'indignation de l'opinion publique en 2014 lorsque leur existence massive a été médiatisée. Cependant cette pratique fréquente des paramilitaires existait déjà auparavant.

Ces maisons de torture répondent à trois mécanismes de violence : la séquestration des personnes, la torture et le démembrement des personnes encore en vie, enfin, la disparition des corps ou l'exposition des corps dans des endroits stratégiques du quartier en guise d'avertissement. La souffrance des victimes est partagée par l'ensemble des habitants qui, impuissants, peuvent entendre les cris de douleur des victimes.

Ce régime de la terreur a permis d'asseoir le contrôle des bandes criminelles dans les quartiers où la présence de l'Etat fait défaut.

« Ces mises en scène de l'horreur empêcheraient la création de mouvements de résistance de la part de la population<sup>11</sup>. »

Entre 1990 et 1996, le nombre d'emplois dans le port est passé de **10 000** à **4 200**. Pendant la même période, le salaire moyen mensuel est passé de presque **2 millions de pesos** à un peu moins de **600 mille pesos**.

Les zones ciblées par le projet de Terre des Hommes et Taller Abierto sont considérées comme les zones les plus affectées par le conflit armé, les violences et la délinquance organisée. Les enfants et les jeunes sont particulièrement touchés par des actes d'une violence extrême, dont ils sont témoins au quotidien. La méfiance envers les autorités, absentes ou corrompues, a engendré une diffusion de la violence dans toute la communauté.

Par exemple, 40 familles autochtones, dont une trentaine d'enfants, ont été expulsées de la zone rurale du Rio San Juan (*Bajo Calima*) par les groupes armés en 2008. Elles vivent désormais en situation d'extrême pauvreté dans la réserve d'Ipueja. Installées dans des maisons en bois à proximité de la route Buenaventura-Cali, elles sont vulnérables aux accidents et privées d'accès aux services publics. La communauté lutte aujourd'hui pour la reconnaissance de ses droits en tant que groupe ethnique et communauté victime du conflit armé.

Au-delà des conséquences sociales, l'environnement naturel est également victime de ce développement effréné. L'extraction minière cause la pollution de la mer et des fleuves (taux élevés de mercure, de plomb et de cyanure), mettant à mal des droits humains fondamentaux tels que l'accès à l'eau potable et une alimentation saine et suffisante. En effet, Buenaventura est le seul port au monde où l'accès à l'eau potable pour la population n'est assuré que pendant 6 à 9 heures par jour.

« *Le chômage, engendré par la privatisation du port, a toujours des conséquences économiques et sociales dans la ville. Les besoins qui s'accroissent au sein des familles, des communautés, des quartiers impactent les relations entre les gens. Les conflits intra familiaux augmentent. La violence trouve un terrain propice pour s'y installer.* »

Femme afro-colombienne, 43 ans, leader sociale de Buenaventura

<sup>8</sup> Le premier plan de développement du Pacifique PLAIDECO date de 1984.

<sup>9</sup> Ports de Colombie a été une entreprise industrielle et commerciale de l'Etat colombien entre 1961 et 1993. Elle était chargée de la gestion des terminaux maritimes à Cartagena, Barranquilla, Santa Marta, Buenaventura et Tumaco.

<sup>10</sup> Carvajal Panesso, Alberto, 2007, Page 15.

<sup>11</sup> Uribe 2004a et 2004b, Pécaut 1996-1997, Amnesty International 1994



## 2.2 Une économie tâchée de sang

**D**u fait à la fois de la privatisation du port et des violences perpétrées par les groupes armés, de nombreux habitants de Buenaventura se sont vus contraints de quitter leur territoire. L'Etat colombien s'étant peu à peu désengagé du développement de la région, il devient complice de l'expulsion des populations et de l'accapement de leurs territoires ancestraux pour le développement des mégaprojets dans les zones stratégiques.

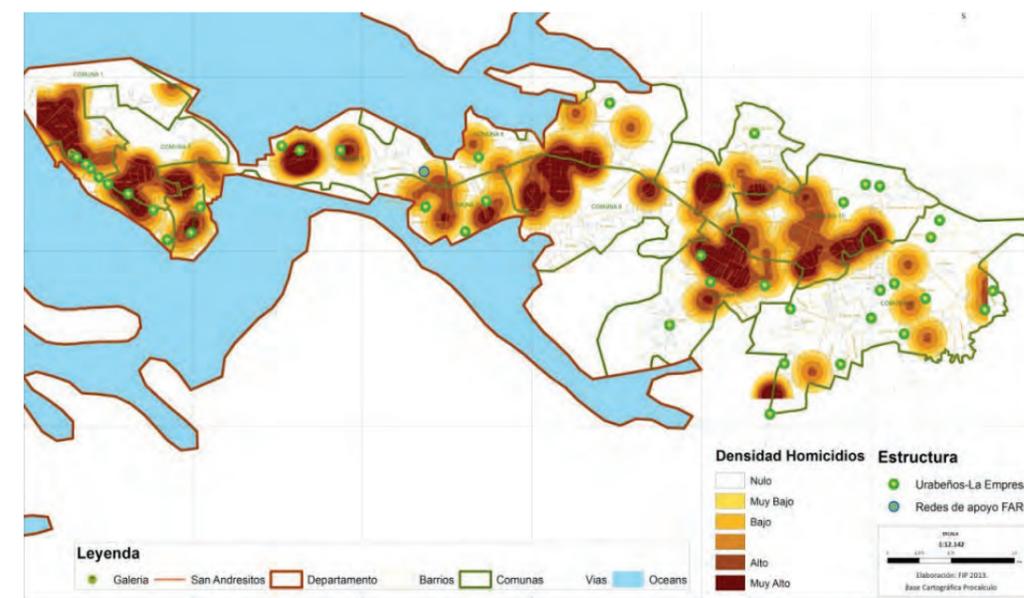
Parallèlement, malgré la démobilisation en 2006 du groupe paramilitaire *Bloque Calima*,

ses membres ont continué leurs pratiques criminelles en développant une série de groupes armés illégaux, dont les plus importants, les *Urabeños* et la *Empresa*, contrôlent aujourd'hui les quartiers de Buenaventura.

La superposition de ces deux cartes montre que les communes où le taux d'homicides et la présence des groupes armés les *Urabeños* et la *Empresa* sont les plus forts, sont aussi les lieux où la Société Portuaire de Buenaventura développe ses mégaprojets.



L'emplacement des mégaprojets à Buenaventura en 2016



Taux d'homicide et présence des réseaux des *Urabeños* et de la *Empresa* à Buenaventura en 2013

L'indice de satisfaction des besoins fondamentaux des personnes pauvres est de

**36%**

L'indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM) est de

**66%**

alors qu'il est de 49 % au niveau national.

**9,1%**

de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté.

Le taux d'emploi informel est de

**90,3%**



Le taux de chômage est de 62 %.

Il touche **63%** des femmes.



**25%** des adolescentes ont des grossesses précoces (en 2014, 1 405 enfants sont nés de mères ayant entre 15 et 19 ans).



**50%** de la population se considère victime du conflit armé.

Source: Département administratif national de statistique, 2014 et Département National de Planification, février 2017

« Ici, la violence est la face visible d'une guerre entre deux visions, qui, au-delà du modèle de développement, met en exergue un modèle de société. Le développement des mégaprojets économiques se fait au détriment des formes de vie ancestrales. C'est très douloureux de constater la situation sociale d'exclusion et de marginalité du Pacifique Colombien. Notamment les contrastes entre les richesses de la Société Portuaire et l'émergence des quartiers les plus pauvres. »

Leader sociale, zone urbaine de Buenaventura

Selon le Centre de mémoire historique, entre 1990 et 2013, il y a eu à Buenaventura 163 227 victimes de violences, 475 disparitions forcées, 201 morts. Durant la même période, 170 attentats étaient commis chaque année par les guérillas. Entre 1999 et 2013, 129 981 personnes, dont 40 % de mineurs, ont déclaré avoir été obligées de quitter de manière forcée Buenaventura<sup>13</sup>.

Les communautés rurales, victimes de massacres et de menaces des différents groupes armés sont contraintes d'abandonner leurs lieux de vie. Ces déplacements forcés vers la zone urbaine de Buenaventura, où elles subissent stigmatisation, discrimination et ra-

cisme, ont des conséquences graves sur leur mode de vie. Sabaletas est un cas emblématique de cette violence. En effet entre 1996 et 2003, le village a connu trois massacres commis par les paramilitaires. Pendant cette période, 28 personnes ont été assassinées et 3 200 personnes ont dû fuir vers la zone urbaine de Buenaventura, à la suite de menaces.

L'incapacité de l'Etat Colombien à répondre à "la crise humanitaire [...], l'usurpation des terres, l'impunité et, en général, le racisme et la discrimination raciale" causés par les violences renforce la vulnérabilité des populations en situation de déplacement forcé<sup>14</sup>.

« Le déplacement forcé a pour objectif la destruction des noyaux familiaux, des liens sociaux. Nous ressentons une perte de notre identité, car aujourd'hui, nous, les survivants, sommes obligés de nous adapter à la vie occidentale. Nous avons échangé le chant des oiseaux et du fleuve contre le bruit de la circulation et les cris des gens. Nous passons d'une alimentation équilibrée grâce à la chasse, la pêche et l'agriculture à une alimentation à base de féculents : haricots rouges, petits pois, pommes de terre. Nos enfants sont malnutris. »

Leader de 33 ans d'une communauté autochtone victime du déplacement forcé

<sup>13</sup> Red Nacional de Información, Registro único de víctimas, 2016. <https://rni.unidadvictimas.gov.co/>

<sup>14</sup> Comisión Interamericana de Derechos Humanos, «Preocupaciones principales respecto de la situación de los afrodescendientes en Colombia», Observaciones preliminares de la Comisión Interamericana de derechos humanos tras la visita del relator sobre los derechos de los afrodescendientes y contra la discriminación racial a la República de Colombia, source : <http://www.cidh.org/countryrep/colombiaafrodescendientes.sp/colombiaafros2009cap3-4.sp.htm>

<sup>15</sup> Chiffres du Centre National de Mémoire Historique et des témoignages de Taller Abierto



#### Causes et chiffres du déplacement forcé à Buenaventura<sup>15</sup>



› La guerre pour le contrôle du territoire des groupes paramilitaires post-démobilisation



› La mise en place des mégaprojets pour le développement du port



› Le conflit armé avec les guérillas

■ En juin 2017, l'Unité des Victimes déclare avoir assisté 383 personnes déplacées dans la zone urbaine de Buenaventura. Un mois plus tard, elle déclare avoir assisté 1 557 victimes.

■ Entre 2005 et 2013, la moyenne annuelle est de 13 468 personnes déplacées. En 2013, 17 423 personnes sont touchées, soit 78 personnes par jour.

■ Entre 2000 et 2004, la moyenne annuelle atteint les 7 020 personnes déplacées. Sur cette période, l'année 2003 atteint à elle seule 17 423 personnes déplacées de force.

## 2.3 Des frontières invisibles

Les autorités et les journalistes ont pour habitude de parler de « frontières invisibles » pour se référer aux limites territoriales qu'imposent les bandes criminelles. Ce phénomène, lié au conflit armé, existe avant tout dans les zones urbaines et dans les quartiers populaires. Le but est de priver les habitants de leur propre mobilité d'une zone à l'autre afin d'asseoir leur pouvoir. Ces frontières se tracent avec du sang, des menaces et des contraintes envers la population – surtout envers les enfants et les jeunes. Elles sont, pour les groupes armés, une manière arbitraire de se partager des espaces urbains. Elles illustrent la guerre intense entre des groupes armés illégaux – narcotrafiquants, paramilitaires, bandes délinquantes, guérillas – pour le contrôle de territoires stratégiques, qui servent de couloirs pour la circulation des stupéfiants et des armes.

A Buenaventura, le phénomène a émergé au début des années 2000 avec l'arrivée des groupes paramilitaires mais la situation s'est aggravée à partir de 2005 avec la démobilisation de ces groupes<sup>16</sup>. Selon Human Rights Watch, 6 900 personnes ont été contraintes de fuir leur foyer à cause des violences générées par les groupes armés. Mais malgré l'intervention du gouvernement colombien, les moyens mis en œuvre n'ont pas été suffisants. En effet, entre 2013 et 2015, 32 personnes démembrées ont été retrouvées à Buenaventura (dont 16 après le début de l'intervention de l'Etat colombien)<sup>17</sup>.

*« Dans notre quartier nous ne pouvons plus jouer dans le stade ni même au collège à cause des groupes armés qui gèrent toute la zone. Nous devons nous déplacer dans d'autres quartiers mais on peut aussi avoir des problèmes dans ces quartiers là même si c'est la seule solution pour s'amuser. »*

Jeune, 23 ans, zone urbaine de Buenaventura

Ces groupes armés exercent une surveillance et un contrôle sur la vie quotidienne, et commettent une violation claire des droits humains en privant les habitants de leur liberté de circulation. Certains groupes installent même un péage avec un droit d'entrée à régler pour accéder au territoire. Cette taxe (*vacuna*<sup>18</sup>) est exigée de tous et peut aussi s'appliquer pour obtenir le droit d'exercer un métier, importer ou exporter des produits, etc.

*« Un des problèmes les plus graves que nous connaissons aujourd'hui à Buenaventura est celui des vacunas car l'extorsion d'argent est devenue une source de financement des groupes paramilitaires.*

*Les femmes ayant un petit commerce subissent de nombreuses pressions de la part de ces groupes et sont particulièrement touchées par ce phénomène. Les familles sont menacées "Tu vis dans ce quartier, tu dois me donner 2 000 pesos par jour pour que je veille sur ta sécurité". »*

Femme afro-colombienne de la zone urbaine de Buenaventura, 34 ans

<sup>16</sup> Informations recueillies par Taller Abierto

<sup>17</sup> Human Rights Watch, "Colombia: nuevos asesinatos y desapariciones en Buenaventura" – mars 2015

<sup>18</sup> Le "vacuna" est le terme utilisé pour parler des extorsions d'argent.



## 3 Les principales atteintes aux droits des femmes, des jeunes et des enfants

### 3.1 Droit à l'éducation, des ombres au tableau

La Constitution colombienne et la loi générale sur l'éducation de 1994 énoncent l'obligation de l'Etat de garantir l'accès à l'éducation pour tous les enfants.

A Buenaventura, les pratiques de détournements de fonds publics alloués à l'éducation font l'objet de fréquents scandales qui ont abouti à l'arrestation de l'ancien maire et d'une dizaine de fonctionnaires<sup>19</sup>. Les principales victimes de cette corruption sont les enfants et les jeunes, qui connaissent la plus mauvaise qualité éducative de Colombie. Le manque de perspectives en fait les cibles privilégiées de recrutement des groupes armés. Ces derniers proposent des salaires, un statut au sein du groupe et une protection person-

nelle et familiale. Il n'est donc pas rare d'entendre qu'à Buenaventura, les seules options d'emplois des enfants et des jeunes sont la guérilla, les paramilitaires, le narcotrafic, la prostitution et la clandestinité.

*« L'éducation en Colombie doit être repensée pour reconstruire une société en paix. Cette éducation va au-delà des salles de classes. Elle doit accompagner les enfants dans la reconnaissance de leur histoire, la « resignification » du conflit. Elle doit apporter des outils de réconciliation et surtout des garanties de non-répétition »*

Efrain Botero, Coordinateur national Colombie - Terre des Hommes Suisse

<sup>19</sup> Selon une enquête menée par le journal El País, entre 2012 et 2015, l'enregistrement de plus de 40 000 élèves "fantômes" a permis le détournement de près d'un demi-million d'euros. Source : Corruption à Buenaventura, Edition Spécial, El País, 2014. Source : <http://www.elpais.com.co/especiales/corruccion-en-buenaventura/>



**25,18%**  
de la population  
est analphabète.



**4,13%**  
des enfants  
travaillent.

**11,2%**  
des enfants  
ne vont  
pas à l'école.

Source : Centre National  
de Mémoire Historique

De plus, une forte pression est exercée sur les jeunes afin qu'ils rejoignent les groupes armés. Les jeunes et les enfants sont directement touchés par cette privation de liberté car dans certains cas l'institution éducative se trouve sur un autre territoire et ils ne peuvent donc plus s'y rendre.

20 Informations recueillies par Taller Abierto

21 Cette enquête réalisée par plus de 13 organisations et publiée en août 2017, a conclu que la violence sexuelle dans le cadre du conflit armé colombien est une pratique habituelle, fréquente et généralisée. Source : <https://www.colectivodeabogados.org/?En-Colombia-875-437-mujeres-fueron-victimas-de-violencia-sexual-entre-2010-2015>

22 Selon les témoignages ces chiffres peuvent être plus importants car de nombreux cas ne sont pas dénoncés par les victimes.

23 Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses. Caracterización, descripción y análisis del contexto de violencia en el Distrito Especial de Buenaventura. Comparativo primer semestre 2014-2015. Source: <http://www.medicinalegal.gov.co/documents/10180/778488/informe+bventua+final.pdf/a282ea85-88e9-4e44-909e-6db98cb6e095>



**En mai 2017, des groupes paramilitaires ont diffusé des messages audios menaçant de violer et de tuer toutes les jeunes filles de 15 ans qui se trouveraient dans la rue.**

Source : Communiqué publié le 17 mai 2017 par la Comisión Intereclesial de Justicia y Paz.

Le conflit à Buenaventura accentue les masculinités hégémoniques et guerrières<sup>24</sup>. En effet, la multiplication des acteurs armés tend à renforcer le modèle patriarcal où le mâle dominant utilise la force pour obtenir la reconnaissance et le pouvoir. Ce machisme exacerbé a renforcé les comportements violents des maris, compagnons ou amis envers les femmes.

*« A Buenaventura, le plus grand danger pour les jeunes filles c'est la grossesse précoce. Elles tombent enceintes parce qu'on abuse d'elles sexuellement. En plus, elles tombent malades. À la maison elles sont aussi violentées par les parents. Lorsque les jeunes filles tombent enceintes, les parents disent que c'est de leur faute parce qu'elles ont provoqué les hommes. »*

Jeune fille afro-colombienne, 12 ans

24 Ramirez, Danny Maria, *Feminicidios en las economías criminales en Buenaventura*, thèse de doctorat, Paris-Bogota, Juin 2017.

25 Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), *Desplazamiento Forzado y Violencia Sexual Basada en Género. Buenaventura, Colombia: Realidades brutales*, septembre 2014. Source: <http://www.acnur.org/t3/fileadmin/Documentos/Publicaciones/2014/9760.pdf>

### 3.2 La violence sexuelle, arme de guerre<sup>20</sup>

En Colombie, 876 000 femmes ont été victimes de violences sexuelles entre 2010 et 2015, soit 12 158 chaque mois, 400 chaque jour et 16 chaque heure.

Les femmes afro-colombiennes entre 15 et 24 ans, qui appartiennent à une classe sociale précaire, sont plus exposées aux violences sexuelles. Une femme sur cinq a été agressée avec une arme à feu. Parmi les femmes se déclarant victimes de violence sexuelle, 16,7 % ont été victimes de viol et 45,2 % de harcèlement sexuel. 78 % des femmes n'ont pas dénoncé les faits.

Buenaventura, fait partie des trois villes colombiennes où le taux de violence sexuelle est le plus élevé<sup>21</sup>. En 2015, sur les 63<sup>22</sup> cas de violence sexuelle enregistrés par le Procureur Général<sup>23</sup>:

- › 45 cas concernent des femmes afro-colombiennes
- › 39 cas concernent des filles entre 5 et 14 ans
- › 28 cas ont été commis lors d'un déplacement forcé

Les formes de violences envers les femmes les plus alarmantes à Buenaventura sont l'exploitation sexuelle et l'imposition des normes de comportement par les groupes armés dont le but est de contrôler la liberté sexuelle des femmes. Elles affectent plus particulièrement les filles à partir de 13 ans. La plupart des victimes ne dénoncent pas leurs agresseurs, par peur des représailles, par manque de confiance dans les institutions, du fait du taux élevé d'impunité et de l'impossibilité de sortir du territoire<sup>25</sup>.

*« Nous nous sommes rendu compte que beaucoup de ces femmes étaient maltraitées chez elles, d'autres étaient victimes de violences sexuelles, elles n'avaient pas beaucoup d'estime d'elles-mêmes. Aujourd'hui notre devoir est de les former à la connaissance de leurs droits. Elles doivent savoir qu'elles sont importantes et qu'il existe des voies légales pour se défendre. »*

Femme 40 ans, leader sociale, travaillant avec des femmes, des jeunes et des enfants



## 4 Des communautés en action pour la paix

« La justice commence à la maison »  
Atelier de formation des femmes

### 4.1 Un processus de résistance et de reconstruction du tissu social

Depuis des décennies, les organisations sociales préparent le terrain et forment les populations à la connaissance de leurs droits. La population a développé des formes de mobilisation avec la participation grandissante des femmes, des enfants et des jeunes afin de faire connaître leur situation.

Les femmes sont devenues les principales défenseuses du territoire face à l'intensification de la violence. Survivantes des massacres et des violences, elles portent sur leurs épaules le poids et les conséquences de la guerre et sont "les gardiennes de la mémoire de ceux qui ne sont plus"<sup>26</sup>. Les femmes sont de plus en plus présentes dans les organisations d'action communautaire et les instances administratives locales.

*« Depuis 20 ans à Buenaventura les mouvements de femmes rêvaient d'une loi garantissant l'exercice d'un ensemble de droits. Après des années de revendications, nous sommes parvenues à l'adoption [en 2011]<sup>27</sup> d'une politique publique par le conseil du district. Il nous faut des mécanismes facilitant l'accès à la justice mais aussi des formations pour prévenir les violences contre les femmes. »*

Femme afro-colombienne de 45 ans, leader rurale de Buenaventura

26 Ramirez, Danny Maria, Op.cit. Page 103

27 Politique publique d'égalité d'opportunités pour les femmes de Buenaventura

Les femmes sont garantes du tissu social par la pérennisation des pratiques ancestrales comme l'*ombiligada*<sup>28</sup> et les rituels funéraires. En outre, ce sont elles qui gèrent le budget du foyer et s'occupent des activités domestiques, de l'éducation des enfants, génèrent les ressources et conservent les liens de solidarité au sein du groupe familial et de voisinage. Dans les quartiers elles se retrouvent dans les espaces de *Comadreo*<sup>29</sup>. Ces moments de rencontre sont nécessaires pour rompre le silence qui apparaît comme une des premières difficultés identifiées par les organisations de femmes. La population a peur de dénoncer des délits tels que les homicides, les violences sexuelles ou les disparitions forcées en raison des menaces et des répercussions. Face à cela et sans garanties de sécurité, la prise de parole devient un acte de résistance.

L'accompagnement juridique des familles victimes de déplacement forcé ou de violences va de pair avec un suivi psychologique des victimes. Dans les communautés autochtones, le renforcement culturel et identitaire, à travers le développement du sentiment d'appartenance des familles à leur communauté, est primordial. En prenant conscience de leurs droits, les communautés se mobilisent et disposent d'outils nécessaires pour se défendre.

*« Nous renouons avec nos pratiques traditionnelles. Nous formons aussi les enfants à l'apprentissage de notre langue maternelle, qui tend à se perdre. »*

Homme de 33 ans, leader d'une communauté autochtone installée à Buenaventura et victime de déplacement forcé

28 A la naissance des bébés, leur cordon ombilical est enterré. Selon les habitants de Buenaventura, cette tradition a pour but de créer un lien spirituel avec le territoire et les ancêtres.

29 Le comadreo est une pratique ancestrale qui est une stratégie non-violente des femmes pour l'accompagnement de la douleur des victimes.

30 Ces demandes sont au cœur du mouvement social depuis 2013. A cette date, le gouvernement de Juan Manuel Santos s'était engagé sur dix points en faveur du développement de la région de Buenaventura. Depuis lors, les habitants de la région n'ont cessé de dénoncer l'abandon de l'Etat et l'absence d'une réelle volonté politique de mettre en place les plans de développement et les accords obtenus.

31 Amnesty International, « Colombia: Hechos violentos en el marco del para cívico de Buenaventura deben parar » <https://www.amnesty.org/es/latest/news/2017/06/colombia-hechos-violentos-en-el-marco-del-para-civico-de-buenaventura-deben-parar/>

32 Dans un Tweet du président datant du 20 mai 2017, celui-ci déclare "Je respecte et défends le droit à la manifestation. Le vandalisme et les pillages ne sont pas autorisés. La situation à Buenaventura est sous le contrôle de la Force Publique". Source : <https://twitter.com/JuanManSantos/status/865905755110748161>



Affiche diffusée dans les réseaux sociaux à la suite des manifestations pacifiques réprimées par l'ESMAD

La constitution de réseaux d'organisations communautaires et le partage d'expérience, non seulement entre organisations sociales de Buenaventura mais aussi d'autres villes du Pacifique, se renforcent. Parallèlement, la médiatisation des poursuites judiciaires des anciens maires pour détournement de fonds, les arrestations fréquentes de hauts fonctionnaires pour corruption ainsi que le non-respect des plans de développement social de la ville par le gouvernement ont contribué à un éveil des consciences.

Ainsi, l'appel à la grève civique lancée par le Comité pour la dignité et la non-violence (regroupant des représentants de 80 organisations sociales) en mai 2017 à Buenaventura a mobilisé massivement la population. Des centaines de milliers de personnes ont fait entendre une nouvelle fois<sup>30</sup> leurs revendications.

Face à cette mobilisation, le gouvernement a agi au mépris du droit de manifester, faisant usage d'une violence « excessive »<sup>31</sup> alors même que le mot d'ordre des rassemblements était l'action non violente et pacifique. Le déploiement de 2500 membres de la force publique, dont une grande partie de la police mobile anti-émeutes (ESMAD), a constitué la principale réponse de l'Etat aux revendications. Au total, plus de 350 blessés, dont certains touchés par des tirs d'armes à feu, et l'assassinat d'un jeune étudiant de l'Université du Pacifique sont à déplorer. Environ 200 personnes ont été arrêtées, dont une majorité de jeunes. Les déclarations du président Juan Manuel Santos<sup>32</sup> et la stigmatisation dont a fait l'objet la population dans les médias n'ont fait que renforcer cette réponse répressive, qui selon les organisations sociales est "raciste, violente et arrogante". Pourtant, les négociations entre les représentants du mouvement et les autorités n'ont pas cessé et, après 22 jours de grève, les parties sont arrivées à un accord.

Si le contenu exact des programmes n'est pour l'instant pas connu, l'accord prévoit des améliorations significatives dans la qualité des soins de santé, un meilleur accès à l'éducation et à l'eau potable et une couverture d'assainissement de l'eau de 100 %. Ainsi, un fonds spécifique pour Buenaventura<sup>33</sup> devrait être mis en place. Selon le Ministre de

l'intérieur, Guillermo Rivera, il est prévu que « 50 % de la valeur de l'impôt sur le bénéfice des entreprises dont l'activité est liée au port soit destiné à ce fond et un crédit externe de 76 millions de dollars »<sup>34</sup>. Les habitants de la région ainsi que les membres des organisations qui ont soutenu le mouvement restent vigilants quant à la mise en œuvre des accords.

## 4.2 Les jeunes promoteurs de la paix

Marqués par ce conflit de plus de 50 ans et inquiets pour leur futur, de nombreux jeunes Colombiens se mobilisent pour la mise en œuvre des accords de paix. Souhaitant parvenir à un changement réel, ils participent notamment à la prise de décisions et revendiquent des politiques en faveur de la protection de leurs droits (droit à l'éducation, protection contre les violences, notamment violences sexuelles, droit à leur identité, droit à leur territoire, etc.).

La résistance des jeunes s'explique aussi par d'autres facteurs. Plus une famille (ou école, organisation communautaire, etc.) procure un environnement protecteur, moins l'enfant ou le jeune semble rechercher d'autres opportunités dans les groupes armés. L'existence d'organisations sociales permet aussi de grandes avancées en termes d'éducation des jeunes sur leurs droits et sur leur participation. Ces organisations leur permettent d'écouter d'autres scénarios de vie et d'envisager la leur d'une manière plus positive.

Sensibilisés à leurs droits et formés pour une participation active, les jeunes contribuent à la reconstruction du tissu communautaire mis à mal par le conflit armé. Grâce à la valorisation des identités culturelles à travers des groupes réunis autour d'activités artistiques et de prévention des violences, ils se réapproprient l'espace perdu devant le contrôle des différents groupes armés.

Les enfants et les jeunes demandent à être inclus dans les mécanismes de prise de décisions relatives à leur avenir, conscients de leur

*« J'aime le théâtre. Du coup nous avons fait des pièces pour parler de la traite des femmes mais aussi de la question de la violence envers les femmes. Les jeunes prennent conscience des conséquences de la violence et veulent participer à nos discussions. Les enfants eux aiment beaucoup le théâtre et rejoignent notre troupe. »*

Jeune, 23 ans, zone urbaine de Buenaventura

rôle dans la communauté et auprès d'autres jeunes. Leur intervention passe par des processus créatifs comme la musique, le théâtre ou la danse mais aussi par la mise en place d'espaces de participation. Les organisations sociales témoignent de l'impact bénéfique des espaces d'inclusion des jeunes dans leurs dynamiques de travail. Désormais, ceux qui participent aux groupes de discussions ont un autre projet de vie dans lequel chacun établit un engagement non seulement personnel mais aussi avec la communauté.

*« Nous avons suivi une formation sur les masculinités. Ceci m'a transformé. Nous avons appris des nouveaux rapports avec les femmes et comment réagir face à une situation de violence. »*

Jeune, 23 ans, zone urbaine de Buenaventura



## 4.3 Taller Abierto, une organisation engagée pour la paix

Taller Abierto, en partenariat avec Terre des Hommes, agit à la fois auprès des jeunes et des femmes dans quatre zones urbaines et rurales de Buenaventura contrôlées par des bandes criminelles. A travers diverses activités, Taller Abierto crée des environnements protecteurs tout en accompagnant à la fois les jeunes et les femmes.

Consolider les capacités de leadership des jeunes est aujourd'hui fondamental dans une société qui change sa vision de la jeunesse, perçue comme un moteur pour l'amélioration de la vie des communautés. Ainsi, Taller Abierto s'engage à :

➤ **Renforcer les capacités d'action des jeunes** à travers l'organisation de groupes locaux, d'initiatives culturelles et d'activités de plaidoyer.

➤ **Organiser des journées de formations et de pratiques artistiques, culturelles et sportives** afin que les jeunes s'approprient leur propre culture et qu'ils puissent partager leurs opinions, leurs demandes et leurs propositions concernant leurs droits.

➤ **Reconstruire et renforcer le tissu communautaire** mis-à-mal par le conflit armé grâce à la valorisation des identités culturelles à travers des groupes réunis autour d'activités artistiques et de prévention des violences.

*« Les groupes armés font un travail de recherche sur les jeunes pour mieux les recruter. Nous aussi, grâce à Taller Abierto, avons les outils pour non seulement comprendre leur fonctionnement mais aussi pour établir notre propre stratégie afin que d'autres jeunes et enfants ne soient pas recrutés. »*

Jeune de 23 ans, zone urbaine de Buenaventura

<sup>33</sup> Fondo de Patrimonio Autónomo para Buenaventura

<sup>34</sup> Lecture par Guillermo Rivera de l'accord "Declaración de compromiso de Gobierno Nacional con respecto al patrimonio autónomo", Buenaventura, 6 juin 2017 <http://www.buenaventura.gov.co/articulos/gobierno-nacional-y-comite-ejecutivo-del-paro-civico-firmaron-acuerdo-para-levantar-el-paro>



De même, Taller Abierto accompagne des groupes de femmes et s'engage à :

› Organiser des ateliers de renforcement des capacités des femmes et de prévention des violences à leur égard, et des journées d'assistance psycho-juridiques, et d'accompagnement des cas de violation de droits.

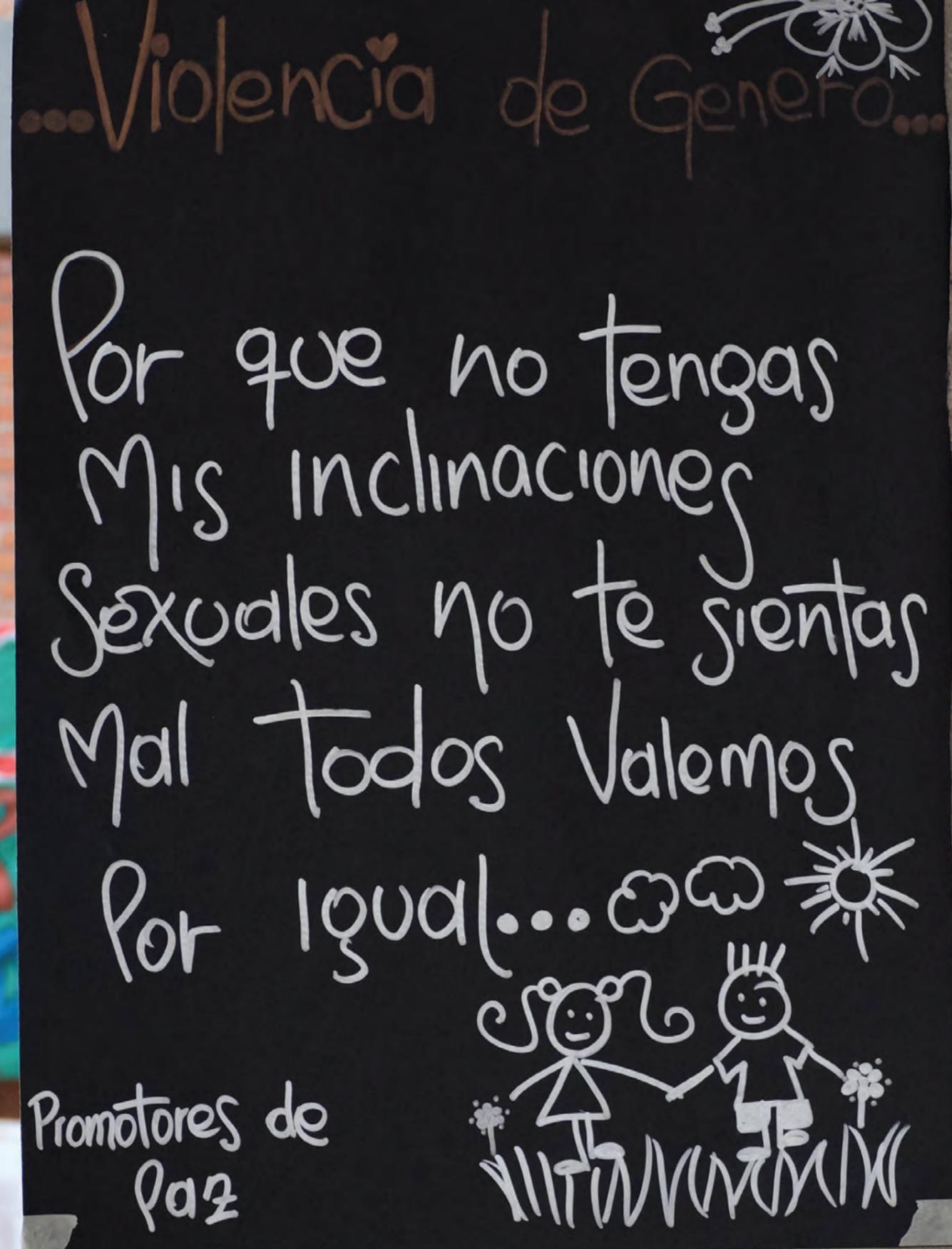
› Accompagner et renforcer les groupes de femmes, notamment en favorisant les rencontres communautaires de femmes. Selon les formatrices de Taller Abierto, le premier défi est en effet d'établir de nouvelles relations de confiance entre les membres de la communauté.

› Participer aux espaces de plaidoyer pour le respect des droits des femmes aux niveaux local, national et international.

*« A travers les espaces de dialogue que propose Taller Abierto, j'ai pris conscience que j'avais du pouvoir. Désormais je peux améliorer le quotidien de mon foyer mais aussi contribuer au bien-être de ma communauté. A travers le dialogue, l'apprentissage des droits, je peux générer du changement. J'ai pu partager mes connaissances avec une amie qui était victime de violences par son mari. Nous l'avons accompagné avec un autre groupe de femmes et avons été médiatrices. Nous avons expliqué à son mari les droits de sa femme. Nous voulons transformer l'énergie qu'ils utilisent pour nous maltraiter en force positive pour la communauté. »*

Jeune femme de 23 ans, zone rurale de Buenaventura

« Violence de genre : ce n'est pas parce que tu n'as pas les mêmes orientations sexuelles que moi, que tu dois te sentir mal. Nous sommes tous égaux. »





# Recommandations



## Au gouvernement colombien

Respecter, protéger et garantir les droits des femmes, des enfants et des jeunes consacrés dans les conventions internationales qu'il a ratifié, en particulier la Convention internationale relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention interaméricaine pour prévenir, sanctionner et éradiquer la violence contre les femmes et la Convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux.

Consulter les populations afro-colombiennes et autochtones victimes du conflit armé (notamment les femmes) et garantir la prise en compte de leurs besoins spécifiques et leurs propositions dans la mise en œuvre de l'accord de paix.

Consulter les enfants et les jeunes victimes du conflit armé et garantir la prise en compte de leurs besoins spécifiques et de leurs propositions dans la mise en œuvre de l'accord de paix.

Garantir la protection des citoyens colombiens et leur réparation en tant que victime de conflit de la part de tous les groupes armés présents dans le pays, en ne se limitant pas à la mise en œuvre des accords de paix avec les FARC et au processus de négociations avec l'ELN afin d'assurer une paix stable et durable en Colombie.

Garantir le démantèlement effectif des groupes armés issus du paramilitarisme et de tout autre structure armée qui pourrait porter atteinte à la vie et aux libertés des populations marginalisées.

Impulser un dialogue interculturel respectueux de la vision alternative du développement et du *buen vivir*<sup>35</sup> des populations afro-colombiennes et autochtones sur leurs territoires, en s'abstenant d'imposer des projets qui vont à l'encontre du bien-être des communautés.

Garantir, conjointement avec le gouvernement du District de Buenaventura, la mise en œuvre des accords conclus à l'issue de la grève civique de mai 2017 à Buenaventura, en particulier pour l'amélioration des conditions de vie des habitants, avec une priorité portée aux enfants, jeunes et femmes.



## A la communauté internationale

Assurer une utilisation transparente et efficace du fonds pour le soutien à la construction de la paix en Colombie et permettre la participation des organisations de la société civile colombienne.

Poursuivre l'observation et le contrôle quant à la mise en œuvre de l'accord de paix entre l'Etat colombien et les FARC-EP, avec une attention particulière au démantèlement des structures issues du paramilitarisme.

S'assurer de l'effectivité d'un processus de vérité, justice, réparation et de la mise en place de garanties de non répétition pour les victimes du conflit armé.

Garantir l'accompagnement de la construction de la paix de la société civile colombienne, en particulier pour le respect des droits des populations les plus affectées par le conflit notamment les femmes, les enfants et les jeunes.

Exiger des entreprises implantées ou désireuses de s'implanter à Buenaventura, et de manière plus générale en Colombie, qu'elles respectent les droits humains conformément aux Principes Directeurs relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme de l'ONU.



## A la société civile

Maintenir la solidarité et l'accompagnement des processus de résistance et de construction de la paix de la société civile colombienne.

Impulser des actions de sensibilisation auprès des citoyens européens quant à l'importance de respecter les modèles de développement alternatif des populations afro-colombiennes et autochtones sur leurs territoires.

35 « Vision holistique et cosmique, de respect et de cohabitation horizontale avec la nature, qui recherche la justice sociale et le respect pluriculturel », Ricardo Jimenez, El concepto del buen vivir, juillet 2011

## « Ce que nous méritons »<sup>36</sup> - 'El Teacher

Buenaventura est le port principal  
de la nation  
qui en Colombie transporte la plus grande  
partie de l'approvisionnement  
cet endroit n'est pas seulement un port,  
il y a aussi une population  
mais ça fait des années qu'il n'y a que  
de la discrimination

Monsieur le maire,  
vous devez comprendre que  
la grève n'est pas contre vous  
la grève est contre le gouvernement qui voit  
pas que nous sommes importants  
pour subvenir aux besoins du pays  
et nous vivons au bord de l'eau et nous  
mourrons de soif

Monsieur le président,  
pourquoi vous faites ces déclarations?  
Soi-disant vous respectez le peuple  
et son droit d'expression  
Nos manifestations étaient pacifiques  
avec des arguments  
et vous nous avez envoyé l'ESMAD  
pour nous gazer

Dans le port il y a du vandalisme,  
un manque d'éducation  
alors monsieur le président appliquez  
la solution  
Si vous connaissez déjà le problème  
de notre population  
C'est simple président,  
investissez dans l'éducation

Désolé si ça vous paraît déplacé,  
mais la santé ici c'est réellement  
de la merde  
Il n'y a que la clinique privée  
de Sainte Sophie  
mais il y a tellement de gens  
qu'on l'appelle Sainte Agonie

Buenaventura es el puerto principal  
de la nación  
que en Colombia transporta la mayor  
de la provisión  
pero esto no solo es un puerto aquí también  
hay población  
y llevamos años recibiendo  
discriminación

Señor alcalde,  
usted debe de entender  
que el paro no es por usted  
el paro es por un gobierno que no ve  
lo importante que somos para el país  
abastecer  
y vivimos junto al agua y estamos  
muriendo de sed

Presidente, esas publicaciones ¿  
por qué las hace?  
disque usted respecta el pueblo y su  
derecho a expresarse  
Nuestras marchas eran pacíficas con  
argumento y base  
y usted nos mandó al ESMAD  
para que nos lanzaran gases

Que en el puerto hay vandalismo,  
y falta de educación  
pues entonces presidente aplique  
la solución  
Si usted ya sabe el problema que hay en  
nuestra población  
pues sencillo presidente invierta  
en educación

Y me disculpa si para usted esto es grosería  
pero la salud de aquí pa'mí es la propia  
porquería  
solo hay la clínica privada  
Santa Sofia  
que mantiene tan llena que la apodan  
Santa Agonía

**Refrain** Nous ne luttons pas pour des  
gadgets ou autre. Alors pourquoi?  
Pour ce que nous méritons  
Nous ne luttons pas par caprices ou parce  
que nous le voulons. Alors pourquoi?  
Pour ce que nous méritons  
Nous luttons pour la santé et pour un avenir  
meilleur  
Et pourquoi? Pour ce que nous méritons  
Tant qu'il n'y a pas d'accords nous ne  
lâcherons pas. Alors pourquoi?  
parce que nous le méritons

Monsieur le président,  
je suis vraiment désolé  
je suppose qu'il est difficile de faire  
attention à tout le pays  
mais si nous manifestons aujourd'hui  
c'est parce que mon port souffre  
depuis trop de temps  
On dit que des investissements ont été  
envoyés de Bogota  
mais monsieur le président,  
ici nous n'avons rien remarqué  
On ne sait pas quel maire ou quels hommes  
corrompus ont tout volé  
Mais ce que nous savons c'est qu'ici on ne  
voit aucun résultat

Je suis désolé si je m'exprime sans  
certitude,  
mais vous donnez l'impression de ne pas  
vous intéresser à nous  
Vous êtes seulement intéressé par le port  
et la route  
où passent les camions qui remplissent  
le pays de richesses  
Et nous les citoyens, quel rôle avons-nous?  
qu'est-ce que nous obtenons?  
Qu'est-ce que nous méritons? dans quel  
environnement nous grandissons?  
Il y a si peu d'options que nos meilleurs  
étudiants partent à l'étranger  
une fois leurs études terminées  
Nous souhaitons de la transparence,  
du sérieux dans les décrets,  
que tous les mégaprojets finissent bientôt  
que le port principal du pays soit respecté  
ce n'est pas moi qui vous le demande mais  
le pays entier

### Refrain

Monsieur le président de la République,  
Buenaventura a besoin de votre attention  
pas uniquement la société portuaire  
ou la route principale du port  
mais aussi les habitants de Buenaventura

**Estribillo** No estamos luchando por juguetes  
o por algo ajeno  
¿es por qué? Por lo que nos merecemos  
No estamos luchando por caprichos o  
porque queremos  
¿es por qué? Por lo que nos merecemos  
Estamos luchando por salud y por  
un futuro bueno  
¿y por qué? Por lo que nos merecemos  
Hasta que no hayan acuerdos  
no retrocederemos  
¿es por qué? Por lo que nos merecemos

Presidente de verdad que yo lo siento  
yo supongo que es difícil a todo un país  
tener que estar atento  
pero si estas marchas ahora mismo  
estamos haciendo  
es porque mi puerto de hace rato  
venía sufriendo  
Dicen que de Bogotá inversiones  
se han mandado  
pero, señor presidente, eso acá no se  
ha notado  
No sabemos si el alcalde o qué corruptos  
han robado  
pero lo que sabemos es que no se ven  
los resultados

Y lo siento si me expreso sin certeza,  
pero parece que la gente de aquí a usted  
no le interesa  
Solo le interesa el puerto y la carretera esa  
donde pasan las mulas que al país llenan  
de riquezas  
Y los ciudadanos, ¿qué papel tenemos?,  
¿qué es lo que  
obtenemos?, ¿qué nos merecemos?,  
¿cómo es que crecemos?  
Hay tan pocas opciones que nuestros  
estudiantes buenos  
terminan sus estudios y se van para  
un país ajeno  
Anhelamos transparencia, seriedad  
en los decretos,  
que se culminen pronto todos  
los megaproyectos,  
que al puerto principal del país se  
le de respeto  
y no se lo pido yo se lo pide el país completo

### Estribillo

Señor presidente de la República,  
Buenaventura necesita más de su atención  
y no solamente la sociedad portuaria  
y la carretera principal del puerto  
sino los habitantes de Buenaventura

36 Paroles de rap  
écrites par un jeune  
de Buenaventura  
pendant la grève civique  
de mai 2017



*Rédaction :*  
Terre des Hommes France  
Terre des Hommes Suisse  
Taller Abierto

*Financement:*  
AFD  
Le présent document bénéficie du soutien de l'Agence Française de Développement (AFD). Néanmoins, les idées et les opinions présentées dans ce document ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.

*Photographies:*  
Mundubat, Terre des Hommes France et Terre des Hommes Suisse.

*Conception Graphique:*  
Com Une Envie

